

CONSTANTINE**Les élèves de terminale protestent**

Plusieurs centaines d'élèves des classes terminales de Constantine sont sortis, hier, dans la rue pour protester contre «les programmes chargés» et réclamer «la détermination du seuil des programmes» devant être retenus pour les examens du baccalauréat.

Issus pratiquement de tous les lycées de la ville, les élèves des classes terminales se sont réunis, hier matin, au niveau de la gare ferroviaire et ont marché en petits groupes en direction de la Direction de l'éducation où ils se sont donné rendez-vous. Objectif de cette sortie des lycéens à laquelle personne ne s'y attendait : dénoncer les programmes chargés et exiger la définition du seuil des programmes dans lesquels ils seront examinés en juin prochain. Aussi, ils se sont rassemblés par centaines devant la Direction de l'éducation de wilaya et ont scandé des slogans dénonçant le

programme enseigné. Craignant, selon leurs dires, d'être pris de court et voulant notamment entamer les révisions, ces lycéens veulent être fixés. «Les examens du baccalauréat arrivent à grands pas et nous ne savons toujours pas par où commencer. Il est pratiquement impossible de tout assimiler en si peu de temps. Le programme est trop chargé», soulignent les protestataires.

Devant l'ampleur du rassemblement rallié entre-temps par d'autres lycéens venus d'autres communes de la ville, un important dispositif sécuritaire a été dépêché sur les

lieux de la protestation pour contenir la colère de ces derniers.

Les forces anti-émeutes, équipées de l'artillerie habituelle, ont bouclé les entrées et sorties du plateau Coudiat Atti où se trouve le siège de la Direction de l'éducation.

Les lycéens seront dispersés dans le clame et la route sera libérée. Aussi, aucun incident majeur n'a été enregistré. Il convient de noter dans ce contexte que le mot d'ordre appelant à ce mouvement de protestation des lycéens a été lancé, selon ces derniers, via le réseau social Facebook.

Notons également que pratiquement tous les établissements scolaires de la ville sont paralysés par la grève des corps communs et des ouvriers professionnels de l'éducation.

Farid Benzaid

ORAN**Des lycéens manifestent devant l'académie**

Hier matin, près d'une centaine de lycéens, issus de plusieurs établissements d'Oran, ont bruyamment manifesté devant l'académie d'Oran.

Un chahut de jeunes, munis d'une banderole sur laquelle on pouvait lire «où sont les droits des élèves ?», qui a duré une bonne partie de la matinée, sous surveillance policière.

La circulation, bloquée un certain moment, a été dégagée lorsque les agents de police ont demandé aux manifestants de se regrouper sur les trottoirs.

Cela fait près d'une semaine que plusieurs lycées d'Oran sont perturbés par un mouvement de grève observé par une partie des élèves devant passer le baccalauréat à la fin de l'année. Ces derniers entendent dénoncer

pêle-mêle la surcharge des programmes, l'accélération des cours par les enseignants qui veulent rattraper le retard cumulé suite à leur propre grève, l'absence d'enseignants pour certaines matières et la question de la restauration dans les établissements pratiquant la journée continue. Sur cette dernière question, il faut savoir qu'à ce jour, des lycées continuent à fonctionner sans cantine, les élèves ramenant de chez eux un sandwich alors que dans d'autres établissements, les cantines servent des repas froids, généralement des œufs durs ou du fromage en portion.

Une délégation des lycéens devait rencontrer en fin de matinée un responsable de l'académie, alors que d'autres estiment que «ces lycéens cherchent tout simplement à ne rien faire», arguant que leurs revendications ne tiennent pas la route.

Par ailleurs, à travers différents points de la ville d'Oran, plusieurs regroupements de protestation se tiennent ces derniers jours, pour cette fois-ci, des questions de logement, que ce soit devant la wilaya, la daïra ou encore devant les secteurs urbains de Sid El Houari, Medioni.

Ce sont des centaines de mal-logés et des demandeurs de logements sociaux qui protestent et se regroupent quotidiennement.

F. M.

UNIVERSITÉ AKLI-MOHAND-OUHLADJ DE BOUIRA**Des étudiants en sciences commerciales en grève**

Alors que des étudiants en droit de l'université colonel Akli-Mohand-Oulhadj sont en grève depuis plus de trois jours pour réclamer plus de places pédagogiques pour le master 1, d'autres étudiants en sciences commerciales option finances sont dans le flou total quant à leur avenir et celui de leur spécialité.

Selon certains de ces étudiants, la grève qu'ils avaient entamée depuis le 7 janvier dernier se veut un cri d'alarme sur le sort de leur spécialité. Selon eux, jusqu'au 7 janvier dernier, jour du déclenchement de la grève, aucune note ou autre information n'est venue les rassurer.

Ils sont en troisième année L3 et, par conséquent, ils s'approprient, dès juin prochain, à passer l'autre étape du M1 dans le cadre du système LMD dans lequel ils sont inscrits mais jusqu'à présent, rien n'est encore clair pour eux. Aucun responsable du département ne s'est prononcé à ce sujet. Pour le moment c'est le flou total, disent-ils, c'est le saut vers l'in-



Les étudiants inquiets quant à leur avenir.

connu. «Nous craignons notre réorientation vers la spécialité finances existante déjà dans la filière sciences économiques, mais avec un quota très réduit», dira une étudiante.

«Pour nous, c'est clair, nous exigeons l'inscription de notre spécialité pour le M1 au même titre que toutes les autres spécialités mais aussi, comme pour les

autres spécialités lancées pour la première fois, notre admission d'office pour le M1», dira un autre étudiant. Pour l'heure, d'après ces étudiants, l'administration, au lieu de répondre favorablement à leurs doléances ou à tout le moins essayer de les rassurer, fait dans l'intimidation et la menace de traduction devant le conseil de discipline.

Y. Y.

BLIDA : POUR EXIGER LE DÉPART DE LA RESPONSABLE DES PAIEMENTS**Les enseignants du secondaire débrayent**

Pour exiger le départ de la responsable des paiements de la Direction de l'éducation de la wilaya de Blida, les enseignants de plusieurs lycées à Blida sont entrés, hier, en grève illimitée, et ce, à l'appel du Cnapest.

Les grévistes reprochent à cette dernière d'avoir accusé un grand retard dans le traitement des dossiers liés à la régularisation financière des enseignants. Dans le communiqué signé par le responsable

de la section du Cnapest de Blida, ce débrayage est intervenu suite à la réunion extraordinaire tenue la semaine dernière par les membres de ce conseil et au terme de laquelle, ils ont décidé d'enta-

mer une grève illimitée pour dénoncer «la négligence» de cette responsable quant à la mise en application de la convention relative aux dossiers de régularisation des heures supplémentaires, de la prime de scolarisation et ceux des promotions, entre autres. Tout comme ils lui reprochent de ne pas régulariser à ce jour des enseignants contractuels.

Ainsi, les grévistes disent poursuivre leur débrayage jusqu'à la désignation d'un autre responsable des paiements.

Pour rappel, le Cnapest avait, lors d'une journée de protestation observée la semaine dernière devant le siège de la Direction de l'éducation, exigé le départ du secrétaire général de cette institution.

M. B.

INSÉCURITÉ À L'UNIVERSITÉ DE BOUDOUAOU EL BAHRI Une réunion des parties concernées

L'insécurité à l'extérieur et à l'intérieur de la cité universitaire de Boudouaou El Bahri (centre de la wilaya de Boumerdès), qui a atteint son paroxysme mardi dernier à la suite de l'attaque par de dizaines de voyous des résidents, fera l'objet d'une réunion spéciale aujourd'hui.

Pour rappel, plusieurs étudiants ont été agressés par des individus qui ont pénétré dans l'enceinte de la cité. Deux étudiants ont été gravement atteints. Sont concernés, selon nos informations, par cette réunion urgente, les représentants des étudiants, le directeur régional de l'ONOU, le cabinet du wali, la direction des équipements publics (DLEP) et les services de sécurité (gendarmerie).

En effet, la situation devient urgente d'autant plus que 120 étudiants d'un institut de l'Université M'hamed-Bougara, habituellement hébergés dans cette cité (2000 lits), ont refusé de reprendre leur chambre préférant passer la nuit dehors par ce froid glacial. C'est dire qu'ils ont été vraiment choqués pour avoir préféré la nuit glaciale à la chaleur d'une chambre.

«Nous préférons passer la nuit dehors sous une température de zéro degré pour ne pas être agressés par des drogués qui tournent autour des chalets mitoyens à notre cité», nous ont confié des étudiants regroupés au niveau de l'Inelec. Selon eux, ces agressions sont quotidiennes. Il faut espérer que des mesures radicales seront prises pour faire assumer à l'Etat l'obligation de sécurité d'une communauté juvénile dont il a la charge.

Abachi L.